

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

à Paris^e

AVRIL-MAI 2015

RUE D'ALSACE le projet de « Balcon vert » est relancé

Annoncé depuis plus de 10 ans, le projet du *Balcon vert* refait surface. Le 22 décembre 2014, la SNCF a signé un accord de mise à disposition temporaire (70 ans) d'une emprise foncière située en contrebas de la rue d'Alsace, permettant la construction d'un hôtel de 170 chambres (quatre-étoiles) par le groupe hôtelier OKKO.

Ce dernier a immédiatement déposé une demande de permis de construire pour cet hôtel qui sera construit près des voies, entre le quai n°1 de la gare de l'Est et le mur de soutènement de la rue d'Alsace. Son toit-terrasse accueillera un jardin public de 3 000 m², propriété de la ville, ouvert sur la rue d'Alsace et le quartier.

Pour la SNCF et la Mairie de Paris, l'un des objectifs du projet est également d'offrir aux voyageurs un cheminement plus agréable entre les 2 gares. Ce cheminement est emprunté chaque jour par près de 6 000 voyageurs ou riverains. Afin de répondre aux normes pour les personnes à mobilité réduite, des escaliers mécaniques et un ascenseur seront installés.

La SNCF a confié à l'opérateur Spie/Batignolles la réalisation des travaux qui commenceront en 2016 pour une livraison prévue en 2019.

Pour les riverains, ce projet est une opportunité pour revaloriser le quartier et revitaliser les commerces.

Les élus communistes souhaitent qu'une concertation avec la mairie se mette rapidement en place pour réfléchir aux aménagements de voirie à envisager pour améliorer la vie des riverains et redynamiser l'activité commerciale, ainsi que pour définir le type d'aménagement à retenir pour l'espace vert.

Inévitablement, cela nécessitera des investissements complémentaires à programmer par la Ville.



MANUEL VALLS « Battu mais content »

Ce titre, illustré par la photo de Manuel Valls, en « une » du journal *Libération* du lundi 30 mars, résume les réactions du gouvernement suite aux résultats du deuxième tour des élections départementales.

Cette défaite ainsi que l'abstention massive appellent pourtant à une profonde réorientation de la politique gouvernementale. Celle-ci doit rompre avec l'austérité qui aggrave la crise et enfin appliquer des mesures de gauche, à l'opposé de la loi Macron, afin de relancer l'emploi, de garantir à chacun, un emploi et l'accès à la santé à chacun. L'avenir de la gauche est plus que jamais l'affaire des citoyens qui aspirent à ces changements radicaux.

Avec un département à présidence communiste (le Val-de-Marne) et 176 conseillers départementaux dont 167 communistes, le Front de gauche est bien la troisième force du pays en nombre d'élus. Cette réalité donne tort à la théorie du tripartisme que certains voudraient faire passer comme l'horizon politique incontournable des années à venir.

Cette démarche de rassemblement qui associe les populations doit être amplifiée partout en France, pour redonner un espoir à celles et ceux qui, touchés de plein fouet par la crise et déçus par les promesses non tenues, se réfugient dans l'abstention ou dans un vote de rejet de l'autre.

Il est de notre responsabilité collective de réagir pour réussir à construire et à imposer cette alternative crédible et positive. La victoire de Syriza en Grèce nous montre l'exemple : une gauche forte, qui tient tête aux financiers et aux logiques du profit à tout prix, peut arriver au pouvoir !

Dante Bassino, adjoint au maire du 10^e, délégué au logement

« JE RÊVE D'UNE BANQUE QUI... »

rassemblement aux Champs-Élysées devant HSBC

Devant le siège de la banque HSBC, sur les Champs-Élysées, s'est tenu le 26 janvier un rassemblement du collectif *Je rêve d'une banque qui...* initié par le PCF, en présence des composantes du Front de gauche et de EELV. Initiative prise suite à la révélation de l'affaire HSBC soupçonnée d'avoir organisé une fraude fiscale à l'échelle internationale pour un montant évalué à 180 milliards d'euros.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a souligné qu'HSBC était loin d'être la seule banque concernée et que toutes les grandes banques françaises ont des dizaines de filiales dans les paradis fiscaux. C'est environ 70 milliards d'euros qu'elles aident chaque année à soustraire au fisc en France et près de 1 000 milliards au niveau de l'Europe. Ce détournement prive les États de recettes considérables pour le développement de services publics de qualité et de projets créateurs d'emplois portés par nombre de petites et moyennes entreprises.

Pierre Laurent a rappelé que, depuis la crise financière de 2008, des milliers de milliards d'euros ont été accordés aux banques et que la Banque centrale européenne (BCE) s'apprête à utiliser sa planche à billets pour, de nouveau, leur fournir plus de 1 100 milliard d'euros, soi-disant pour relancer l'économie européenne.

Autre précision montrant l'ampleur du détournement, la France va verser cette année 44,3 milliards d'euros aux banques et sociétés d'assurances au titre des intérêts de la dette. Cela

représente l'équivalent de l'ensemble de cinq budgets d'État : Travail et emploi (12 Mds), Égalité des territoires et logement (13,7 Mds), Santé, Régimes sociaux et retraites (7,6 Mds), Culture (2,5 Mds) et Justice (9,2 Mds). Il a également dénoncé la fraude fiscale « légale », autrement appelée « optimisation fiscale », et demandé un recrutement massif d'inspecteurs des finances et la levée du secret bancaire.

Il a renouvelé sa proposition que soit créé un pôle public bancaire et financier, permettant que les salariés et les usagers disposent de pouvoirs nouveaux d'intervention et de contrôle. Un moyen pour réorienter le crédit vers des investissements créateurs d'emplois et de richesses et non vers des opérations spéculatives.



suite à ce rassemblement en présence de Pierre Laurent devant la banque HSBC d'autres initiatives ont été prises devant le ministère des Finances à Bercy et devant la Banque de France

FABRIQUER À PARIS

pour relever les défis sociaux et environnementaux

Le groupe Communiste/Front de gauche est à l'initiative d'une mission d'information et d'évaluation (MIE) sur « fabriquer à Paris ». Les communistes se félicitent de l'adoption, à l'unanimité du Conseil

de Paris de février, de cette mission qui a débuté le 5 mars et rendra son rapport en août 2015.

Paris a longtemps été un pôle industriel puissant, des usines Citroën de Javel, dans le 15^e arrondissement, à la manufacture des Gobelins ou aux Grands Moulins. Paris a connu l'un des plus forts reculs industriels d'Île-de-France : une perte de 45 800 emplois industriels soit -34% en dix ans. Le secteur industriel à Paris s'est « tassé » au profit du secteur tertiaire : la part de l'industrie dans l'économie parisienne est désormais de 3,2% (8,3% au niveau de la région IDF).

L'un des objectifs de cette mission est d'établir un état des lieux précis de la

situation industrielle parisienne et des politiques publiques qui accompagnent son développement. Il s'agira de réfléchir à implanter de petites industries dans la capitale, autour des filières industrielles d'avenir qui s'inscrivent notamment dans le cadre du plan climat énergie.

Le développement des énergies renouvelables et le stockage d'énergie, la sortie du diesel, le transport ferré, fluvial ou par véhicule dé-carboné, la logistique urbaine ou le recyclage des déchets sont autant d'enjeux environnementaux auxquels il faut répondre.

Ce sont autant de possibilités de relance de la fabrication à Paris afin de fournir des emplois au plus grand nombre.

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne

comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10^e

www.pcfparis10.fr

non à un projet incohérent et amputé

La mobilisation pour la sauvegarde des activités hospitalières du 10e se poursuit : un nouveau rassemblement s'est tenu le 11 mars 2015 devant l'hôpital Lariboisière en présence de nombreux élus communistes (voir pcfparis10.fr).

En même temps, la campagne de pétitions prend de l'ampleur : près de 1 000 personnes ont déjà signé pour demander que l'accord de 2011 soit respecté et que toutes les activités de Fernand Widal soient transférées à Lariboisière. La liste conduite par Rémi Féraud en 2014 s'y était engagée. On ne peut pas accepter que des activités hospitalières quittent le 10e sans savoir où elles iront ! Il faut noter que les 150 lits de gériatrie ne sont pas les seuls menacés : 17% des lits de Lariboisière doivent également fermer, un tiers de l'hôpital être vendu... Deux crèches et un centre de loisirs pourraient aussi être sacrifiés.

Pour avoir le droit de réaliser la vente, l'AP-HP a besoin que la ville modifie, avant l'automne, le Plan local d'urbanisme qui interdit d'utiliser les terrains de Lariboisière pour autre chose que des activités hospitalières. Une première délibération préparant la vente de Lariboisière a été votée au Conseil de Paris en mars... entre 21h et 22h dans un hémicycle quasi-vide ! Les élus communistes ont voté contre ce premier texte et ont dénoncé ces conditions d'adoption.

Le projet Lariboisière est symptomatique d'une politique globale de santé publique qui privilégie toujours plus la



lors du rassemblement du 11 mars devant l'hôpital intervention de Dante Bassino au nom du comité de défense Lariboisière-Fernand Widal à ses côtés, Didier Le Reste, conseiller communiste du 10e et Nicolas Bonnet, président du groupe PCF/Front de gauche au Conseil de Paris

recherche d'économies au détriment du soin... La loi Santé en discussion prévoit 3 milliards d'euros de coupes (vente du patrimoine hospitalier, généralisation de l'ambulance, diminution des temps de séjour)...

signez la pétition en envoyant un mail à comitelariboisiere@gmail.com

CENTRE DE DISTRIBUTION DE LA POSTE transfert (en force) du 10e dans le 18e

Malgré l'opposition des postiers qui s'étaient mis en grève en mai dernier, la direction de La Poste vient de liquider le centre de distribution Magenta (Alban Satragne), un centre pourtant bien placé au cœur du 10e. Il permettait à une majorité de facteurs de partir à pied faire leur tournée dans l'arrondissement et de limiter les déplacements des véhicules transportant le courrier des grandes entreprises. Depuis le 23 mars, la distribution du courrier du 10e se fait à partir

du centre de distribution du 18 bd de la Chapelle (18e), déjà en charge de la distribution du courrier du 18e et du 19e. Un déménagement qui a déclenché un nouveau mouvement de grève des postiers. En effet, cette implantation excentrée va occasionner une nouvelle dégradation des conditions de travail des postiers du 10e et va générer une augmentation du trafic de véhicules dans un quartier déjà surchargé et souffrant de la pollution.

**Dante Bassino
adjoint communiste
au maire du 10e
est venu apporter
son soutien
aux grévistes
et a dénoncé
la décision aberrante
de fermer le centre
de distribution Magenta
au profit
d'un centre excentré
situé dans le 18e**



**À PARTIR
DU 1^{er} MARS 2015**

la taxe de séjour est applicable

Le relèvement de cette taxe concernant l'hôtellerie a été adoptée le 11 février 2015 par le Conseil de Paris.

Elle passera de 1,50 € à 4 € par personne et par nuit pour les palaces, de 1,50 € à 3 € pour les cinq étoiles, de 1,50 € à 2,25 € pour les quatre étoiles, de 1€ à 1,50 € pour les trois étoiles... Elle devrait rapporter 80 millions de recettes à la ville.

Les communistes se réjouissent de cette décision. Ils avaient lancé, en septembre dernier, une campagne de pétitions pour cette mesure, ainsi que pour l'augmentation de la taxe sur les logements vacants et sur les résidences secondaires, nombreuses dans les arrondissements du centre.

L'adoption de ces mesures va contribuer à compenser le désengagement de l'État pour pouvoir continuer à répondre aux besoins des Parisiens.

À LA MAIRIE DU 10^e les combattantes kurdes

Le 9 février 2015, à la mairie du 10^e, s'est tenue une conférence de presse en présence de deux combattantes kurdes venues témoigner sur les combats menés contre DAESH et célébrer la victoire de Kobané. Il s'agissait de Nassrin Abdalla, commandante du YPJ (unité de protection composée de femmes) et d'Asiya Abdellah, co-présidente du PYD (parti de l'union démocratique). Elles ont rappelé la place qu'ont occupée les femmes dans les combats de Kobané et souligné que plusieurs dizaines d'entre elles sont tombées au champ de bataille. Elles ont précisé que la lutte n'est pas terminée et que Kobané reste encerclée.

Par ailleurs, elles ont évoqué l'action menée depuis 3 ans au Rojava (le Kur-

distan syrien) pour mettre en place une politique démocratique reposant sur la pluralité culturelle et confessionnelle et le vivre ensemble. Un modèle qui pourrait permettre de travailler avec toutes les composantes de l'opposition syrienne et de fédérer toutes les forces qui refusent l'« État islamique », afin de trouver une issue au conflit syrien qui dure depuis 4 ans. Elles ont fait part de leur rencontre avec le président Hollande auquel elles ont demandé d'approfondir la coopération et de renforcer le soutien logistique.

À cette occasion, Pierre Laurent a salué la victoire de Kobané et renouvelé sa demande de retrait du PKK de la liste internationale des organisations terro-

les deux combattantes kurdes de Syrie venues témoigner dans le 10^e sur leurs combats contre DAESH et la libération de Kobané



SYNDICALISTE pas voyou !

Régis Ragon, délégué CGT des cheminots de la région SNCF de Paris Est, a été traduit le 11 février dernier devant le Conseil de discipline. Il demeure sous le coup d'un dernier avertissement et de 10 jours de mise à pied. Un acharnement lié à son engagement syndical.

Didier Le Reste, élu PCF du 10^e, est intervenu le 11 février pour apporter le soutien du PCF-Front de gauche dans le cadre d'un rassemblement intersyndical.

À la SNCF comme ailleurs, les rapports sociaux se radicalisent sous l'impulsion du patronat et de l'impact des politiques d'austérité. Le PCF-Front de gauche milite pour que le syndicalisme puisse remplir son rôle en pleine liberté au service du monde du travail.

À cet égard, les parlementaires PCF ont déposé plusieurs propositions de lois dont celle visant l'amnistie des militants syndicaux et associatifs injustement poursuivis et condamnés. Il en va du maintien de la capacité du monde du travail à résister aux mauvais coups et à imposer d'autres choix sociaux et économiques.

C'est aussi la liberté syndicale qui est en jeu.

RÉGULARISATION DE 5 COIFFEURS un premier pas vers la sortie de crise ?

L'occupation du 57 boulevard de Strasbourg se poursuit dix mois après le début de la lutte. Un rendez-vous en préfecture, en présence de la CGT, obtenu par Nicolas Bonnet, président du groupe PCF, et Didier Le Reste a permis de premières avancées : la Préfecture a délivré des autorisations de séjour avec autorisation de travail pour 5 salariés. Mais, pour les 9 autres victimes, aucune solution n'est proposée.

Le soutien ne cesse pourtant de s'amplifier : la fille de Malcolm X s'est rendue au salon le 11 février, faisant suite à une large mobilisation d'élus, d'associations et du collectif des cinéastes... Malgré cela, le gouvernement et la Préfecture restent sourds à la détresse des 9 coiffeuses et

manucures toujours en situation irrégulière.

Pour les communistes du 10^e, tous ceux qui se sont exposés dans cette lutte doivent être protégés. Tomber dans le jeu de la division, chère aux patrons du quartier de Château d'eau, serait une faute politique.

Dans un deuxième temps, c'est une lutte contre l'exploitation pour améliorer les conditions de travail sur l'ensemble du quartier Château d'eau qui doit être engagée. C'est le sens du vœu que les élus communistes ont fait adopter lors du vote sur le contrat parisien de prévention et de sécurité en mars 2015, proposant un plan d'action spécifique sur cette zone autour de la question du travail dissimilé.

le 11 février 2015, la fille de Malcom X est venue rencontrer les salarié-e-s du salon de coiffure du 57 bd de Strasbourg pour soutenir leurs demandes de régularisation

